

**REPUBLIQUE DU BURUNDI
ASSEMBLEE NATIONALE
COMMISSION DES FINANCES,
DES AFFAIRES ECONOMIQUES ET
DE LA PLANIFICATION**

**Rapport de la Commission des Finances, des Affaires
Economiques et de la Planification sur le Projet de Loi Portant
Code de la Navigation et du Transport Lacustres.**

I. INTRODUCTION

Les 7, 8, 14 et 15 avril 2010, les membres de la Commission des Finances, des Affaires Economiques et de la Planification se sont réunis pour analyser le projet de loi portant Code de la Navigation et du Transport Lacustres. Le Ministre des Transports, Postes et Télécommunications, accompagné de ses experts, a participé à la dernière réunion et a répondu aux questions lui posées par les Membres de ladite Commission.

II. LES PRESENCES

Ont pris part aux réunions

- Honorable Evariste NSABIYUMVA : Président
- Honorable Marie NIGANE : Secrétaire
- Honorable Gérard NYANDWI : Rapporteur Général
- Honorable Nephtali NDIKUMANA : Membre
- Honorable Etienne NDAYISHIMIYE : Membre
- Honorable Emérence BUCUMI : Membre
- Honorable Cécile NTWAYUMURANGA : Membre
- Honorable Josélyne GAHIMBARE : Membre
- Honorable Cassien BUCUMI : Membre
- Honorable Etienne NDABASHINZE : Membre
- Honorable Jean-Berchmans MPABANSI : Membre



Etaient empêchés :

- Honorable François KABURA : Vice- Président
- Honorable Monique NIBIZI : Membre
- Honorable Christian SENDEGEYA : Membre

III. QUESTIONS D'ORDRE GENERAL

Question n°1

Les activités liées à la navigation et au transport lacustres sont jusqu'à présent régies par des dispositions fragmentaires, disparates et anachroniques ; le présent projet de loi vient rendre plus aisées ces activités. Peut-on savoir les difficultés qu'ont connues ces activités ?

Réponse

Pour mieux saisir l'utilité et l'opportunité de la mise en place de ce cadre juridique, il est nécessaire de se baser sur la nature et les spécificités techniques des activités du secteur des transports lacustres en général. En effet, les lois en vigueur comportaient des lacunes qui empêchent aux pouvoirs publics d'assurer la réglementation de toutes les activités et la création d'un environnement favorable au développement durable.

A titre d'exemple, on citerait les conséquences liées à l'absence d'une clarification des responsabilités sur toute la chaîne des intervenants qui a généré plusieurs anomalies observées jusqu'à ce jour:

- Rareté de personnel navigant qualifié au Burundi : les Armateurs Burundais préfèrent embaucher des illettrés ou assimilés pour un métier aussi exigeant (techniquement et physiquement), l'anachronisme de lois antérieures étant la cause principale de cette anomalie ;
- Difficultés d'orienter le règlement des conflits d'intérêts des différents intervenants : Exploitation portuaire, Armateurs des bateaux de commerce, les Transitaires, les Fréteurs, les Chargeurs, les Assureurs, ect...



Question n°2

D'après l'exposé des motifs, le présent projet de loi vient renforcer la sécurité de la navigation. De quelle manière ?

Réponse

Avec la mise en vigueur de ce texte de loi, les pouvoirs publics garants de la sécurité du pays en général et de la navigation en particulier, seront outillés pour exiger à tous les intervenants dans le domaine des transports lacustres, à respecter les règles de sécurité tant nationales qu'internationales.

La nouvelle structure en charge de la sécurité de la navigation est conçue sur base du principe de complémentarité des compétences à tous les niveaux, déjà en vigueur dans d'autres pays. De par sa clarification du rôle et de la compétence de tous les intervenants, elle ouvre la voie à une coopération avec les pays partenaires en matière de recherche et sauvetage dans les voies navigables.

Les innovations apportées par le nouveau Code en matière de qualification et d'enrôlement du personnel navigant vont influencer sur le renforcement des mesures de sécurité de la navigation.

Question n°3

D'après l'exposé des motifs, les pays riverains du Lac Tanganika vont s'inspirer de ce code une fois le projet de loi adopté. Est-ce que cela signifie que ces pays n'ont pas de code de navigation et de transport lacustres pour le moment ?

Réponse

Le Burundi se trouve dans une situation particulière par rapport aux autres pays riverains du lac Tanganyika. Il a adhéré au Traité de Transport sur les voies navigables intérieures au sein de la Communauté de l'EAC et il est encore lié au respect des textes légaux datant de la colonisation réglementant les transports lacustres avec la RDC.

Le projet de Code en question ayant été élaboré avec le concours des Experts internationaux reconnu par l'Organisation maritime



internationale, il va de soi que son adoption comme référence dans les autres pays riverains du lac Tanganyika sera aisée.

La Convention de gestion durable des eaux du Lac Tanganyika qui a mis en place l'Autorité du lac Tanganyika concourt aux mêmes objectifs avec le Code.

Question n°4

Dans les visas, le projet de loi fait référence à une convention signée en 1967 entre le gouvernement du Burundi et la Compagnie des Grands Lacs relative à la reprise de la concession d'Exploitation du Port de Bujumbura. Est-ce que cette Convention n'aurait pas été modifiée surtout avec les travaux qui ont été ultérieurement réalisés au port de Bujumbura ?

Réponse

La convention du 16 Juin 1967 relative à la reprise de la concession d'Exploitation du Port de Bujumbura ne peut pas être modifiée. En effet, cette convention qui remplace la convention du 21 Mars 1932 entre le Royaume de Belgique et la Compagnie des Grands Lacs, rend au Burundi la propriété du port qui était jadis dans les mains de l'Autorité Tutélaire. Ce qui, à juste titre a permis au Gouvernement du Burundi de réaliser d'importants travaux de réhabilitation et de modernisation du port en 1989.

Il ne faut pas confondre cette convention avec celle qui lie le Burundi à l'EPB. Cette dernière expire en 2012 et on est entrain de préparer une nouvelle convention.

Question n°5

A l'article 1^{er} définissant le domaine lacustre public, il est évoqué une distance de 10 m mesurée à partir de la ligne formée par le niveau le plus haut atteint par les eaux au cours de leurs crues périodiques. Est-ce que les dispositions qui régissaient les activités liées à la navigation et au transport lacustres contenaient celles-ci ? Si oui, étaient-elles appliquées ? Au cas où il s'agirait d'une innovation, quelle est l'applicabilité de cette disposition ?



Réponse

Le Ministère des Transports, Postes et Télécommunications a entre autres missions celle de veiller à l'application et au respect des dispositions législatives et réglementaires régissant la navigation et le transport sur les cours d'eau et les lacs.

Les anciens textes régissant la navigation lacustre ne prévoyaient pas la délimitation du domaine lacustre.

Cette disposition est une innovation qui vient combler les lacunes observées ces derniers temps où, avec la baisse du niveau d'eau du lac, les gens se pressent à demander des parcelles à bâtir jusqu'au bord du lac, oubliant que le niveau de l'eau peut remonter d'un moment à l'autre. L'application de cette disposition est garantie par l'article 14 de cette loi qui précise que les Ministres ayant les Transports, les Travaux Publics et l'Environnement dans leurs attributions prennent toutes les mesures utiles à la bonne gestion, à la protection et à la conservation du domaine public lacustre. Aussitôt cette loi promulguée, on va organiser des ateliers d'information et de sensibilisation pour que tous les intervenants dans le secteur, plus particulièrement les services publics chargés de son application, prennent connaissance du contenu de la loi.

Question n°6

A l'article 22, que signifient les termes, ponton, bigue, dock, espar ?

Réponse

L'article 22 parle des définitions des termes les plus utilisés dans la navigation et le transport lacustres.

Dans la définition des engins flottants, on a donné l'exemple de : ponton, bigue, dock. Des précisions sont effectivement utiles pour mieux comprendre l'utilité de ces engins flottants.

- Ponton : C'est une plate forme flottante qui peut être utilisée comme, débarcadère, dépôt de matériel. Il peut aussi supporter par exemple des grues (ponton-grue) ou d'autres équipements de génie civil comme des excavatrices afin de servir de drague.
- Bigue : Appareil de levage formé d'un montant ou d'un bâti articulé au pied, d'inclinaison variable, portant un palan à son extrémité. Ce dispositif est monté sur une plateforme flottante.
- Dock : Plateforme flottante destinée au carénage (mettre le bateau hors de l'eau pour être réparé) des bateaux.



- Espar : c'est une longue pièce de bois, de métal ou de plastic sur laquelle sont attachés des cordages et des poulies pour les manœuvres des voiles d'un bateau.

Question n°7

Dans les usages, une loi ne se réfère jamais à une ordonnance. Pourquoi est-ce le cas ici ? Pour le cas des articles 38 et 147, n'y a-t-il pas moyen d'insérer dans la loi les dispositions des Ordonnances ministérielles n°060/269 du 29 mai 1967 et n°64/560 du 22 décembre 1958 ?

Réponse

Ces Ordonnances sont effectivement reprises dans les visas. Elles sont mentionnées non pas comme référence à la loi, mais pour montrer que le complément de l'article visé se retrouve dans l'Ordonnance en question qui reste d'application.

Aussi, pour l'OM n°060/269 du 22 Mai 1967, il ya lieu de préciser qu'elle a été approuvée par le D.L n°1/64 du 31 Mai 1967. Quant au texte de loi n°64/560 du 22 décembre 1958, ce n'est pas une O.M, mais une Ordonnance qui, à l'époque, était sans doute différente d'une OM.

Quant à l'insertion des dispositions de ces Ordonnances dans la loi, on a évité de surcharger la loi par des dispositions qui existent déjà dans d'autres textes de loi.

Question n°8

Dans le cadre de la mise en application de la présente loi, est-ce que le Burundi a les compétences humaines et techniques lui permettant de mesurer la stabilité et l'étanchéité dont question à l'article 88 ?

Réponse

Les compétences humaines et techniques existent, mais il faut avouer qu'elles sont insuffisantes. En effet, concernant la stabilité, l'usage des formules et des essais en navigation sont utilisés, il y a donc un besoin de renforcement des capacités humaines et techniques, qui seront réalisés par la création de l'Autorité Maritime et Portuaire.

Concernant la mesure de l'étanchéité, l'élément important est l'infrastructure de mise à sec des bateaux (chantier naval).

mb

Un projet de construction d'un chantier naval au port de Bujumbura a été formulé à l'endroit du gouvernement du Japon et à la BAD.

Question n°9

Est-il normal que l'Inspecteur de la Navigation Lacustre soit en même temps Président de la commission et décideur sur les conclusions de la commission (cfr articles 121 et 122) ?

Réponse

Oui. Parce que la commission dont il est question est semblable à une commission d'enquête judiciaire qui est mise en place pour déterminer les responsabilités dans un accident nautique. Aussi, ce sont les conclusions de la commission qui orientent l'Inspecteur de la suite à donner à l'affaire (art 122).

Question n°10

Comment se fait le réglage du marc le franc qui est évoqué à l'article 63 ?

Réponse

Le réglage au marc le franc se fait par le partage entre les intéressés au prorata de leurs créances ou de leurs intérêts dans une affaire.

Question 11.

Le personnel navigant est rare au Burundi, comment compte-t-on corriger les lacunes liées à la technicité ?

Réponse

Le personnel navigant burundais est effectivement rare, les armateurs emploient aujourd'hui des Congolais qui eux-mêmes prennent de l'âge. On avait envoyé des gens en formation mais sur les 12 qui étaient partis, un seul est rentré. Pour parer à ce problème de manque de personnel, on est entrain de négocier avec les partenaires une organisation de formation sur le tas, on envisage aussi la



création d'une école de navigation sur place, on enverra d'autres personnes en formation dans l'espoir qu'elles vont rentrer.

Question 12

Combien de bateaux a-t-on au Burundi ?

Réponse

Les bateaux sont classés par fonctionnalité et ils appartiennent pour le moment à des particuliers. Il y a pour le moment 7 bateaux automoteurs, 2 remorqueurs, 5 barges cargo et 2 barges pétroliers.

Question13

Quel est le statut de l'EPB ?

Réponse

L'EPB est une société mixte où le Burundi possède environ 48% du capital. On envisage de réaliser un audit international de cette société pour déterminer les parts actuelles des uns et des autres ; en effet avec les infrastructures qui y ont été érigées ou les travaux qui y ont été réalisés, la part du capital doit changer. La BAD a accepté de financer l'audit ainsi que l'étude d'une loi sur les concessions.



IV. AMENDEMENTS

N°	Article	Amendement	Motivation
1	Dans les visas	Supprimer le 2 ^e , 3 ^e , 4 ^e , 5 ^e , 6 ^e et 7 ^e visas	On ne fait pas référence à un texte d'importance mineure
2	Dans les visas	Remplacer le 8 ^e visa par « vu le décret-loi n°1/64 du 31 mai 1967 »	L'ordonnance Ministérielle n°060/269 du 22 mai 1967 a été approuvée par ce décret-loi
3	Dans les visas	Remplacer le 9 ^e visa par « vu la loi n°1/02 du 11 janvier 2007 instituant le code des douanes »	Le projet de loi se réfère à cette loi
4	Dans les visas	Au 11 ^e visa, supprimer le bout de phrase : « spécialement en ses articles 214 à 237 et 248 point 2 »	La numérotation peut changer avec la révision de la loi
5	Dans les visas	Au 13 ^e visa, remplacer « n°1/06 du 4 avril 1981 » par « la loi n°1/05 du 22 avril 2009 portant révision du code pénal »	La loi a été révisée
6	Dans les visas	Au 10 ^e visa, remplacer « loi de 1997 » par « décret-loi n°1/011 du 4 septembre 1997 »	Pour plus de précision
7	Dans les visas	Au 18 ^e visa, remplacer « vu le code de procédure civile art. 88 et 91 » par « vu la loi n°1/10 du 13 mai 2004 portant Code de Procédure Civile »	Pour plus de précision



8	Après les visas	Supprimer le bout de phrase : « la loi qui suit »	Garder la formule habituelle
9	1	Au 2 ^e paragraphe, 2 ^e ligne, remplacer « seront » par « sont »	La loi a un caractère exécutoire
10	4	- Au 2 ^e paragraphe, 1 ^{ère} ligne : remplacer « sera » par « est » -A la dernière ligne : remplacer « précédent » par « précédant »	Voir amendement n°9 Correction de forme
11	7	Au dernier paragraphe, dernière ligne : remplacer « pourra » par « peut »	Voir amendement n°9
12	13	- Au 1 ^{er} paragraphe, 3 ^e ligne : remplacer « les Pêches » par « la Pêche » - Au 2 ^e paragraphe, 3 ^e ligne : remplacer « seront » par « sont »	Correction de forme Voir amendement n°9
13	15	Formuler la 2 ^{ème} ligne comme suit : « un décret détermine la structure de l'autorité lacustre ».	Correction de forme
14	16	Au 1 ^{er} paragraphe, dernier tiret : remplacer »tous « par »tout «	Correction de forme
15	20	Ajouter, après « Ministre », « ayant la navigation lacustre dans ses attributions »	Pour être précis
16	24	- A la 1 ^{ère} ligne : ajouter, après « ordonnance », « du Ministre ayant la navigation lacustre dans ses attributions »	Voir amendement n°15



		- Remplacer « indiquera » par « indique »	Voir amendement n°9
17	26	<ul style="list-style-type: none"> - A la 2^e ligne : remplacer « sera » par « est » - A la 1^{ère} flèche, 1^{ère} ligne, remplacer « sera » par « est » - A la 2^e flèche, 1^{ère} et 4^e lignes : remplacer « sera » par « est » et « ajoutera » par « ajoute » - Au 2^e paragraphe, 1^{ère} ligne : remplacer « seront » par « sont » 	<p>Voir amendement n°9</p> <p>Voir amendement n°9</p> <p>Voir précédent</p> <p>Voir précédent</p>
18	27	<ul style="list-style-type: none"> - Au 1^{er} paragraphe, 1^{ère} ligne : remplacer « déterminera » par « détermine » et « contrôlera » par « contrôle » - A la 3^e ligne : ajouter après « ordonnance » « du Ministre ayant la navigation lacustre dans ses attributions » - Au 2^e paragraphe, 1^{ère} et 2^e lignes : remplacer « seront » par « sont » et « sera » par « est » - A la dernière ligne : ajouter après « ordonnance » « du Ministre ayant la navigation lacustre dans ses attributions » 	<p>Voir amendement n°9</p> <p>Voir amendement n°15</p> <p>Voir amendement n°9</p> <p>Voir amendement n°15</p>



19	28	A la 2 ^e ligne : remplacer « seront » par « sont »	Voir amendement n°9
20	29	Au 2 ^e paragraphe : remplacer « pourront » par « peuvent »	Voir amendement n°9
21	31	<ul style="list-style-type: none"> - A la 1^{ère} ligne : ajouter après « ordonnance » « du Ministre ayant la navigation lacustre dans ses attributions » - Remplacer « précisera » par « précise » 	Voir amendement n°15 Voir amendement n°9
22	34	A l'avant-dernier paragraphe, 3 ^e ligne, remplacer « seront » par « sont » et ajouter après « ordonnance » « du Ministre ayant la navigation lacustre dans ses attributions »	Voir amendements n°9 et 15
23	38	Au 2 ^e paragraphe, dernière ligne : remplacer « seront » par « sont » et ajouter après « ordonnance » « du Ministre ayant la navigation lacustre dans ses attributions »	Voir amendements n°9 et 15
24	41	Au 2 ^e paragraphe, 1 ^{ère} ligne : remplacer « seront » par « sont »	Voir amendement n°9
25	43	Au 1 ^{er} paragraphe, 2 ^e ligne et au 2 ^e paragraphe, 2 ^e ligne : remplacer « devra » par « doit »	Voir amendement n°9
26	47	A la 3 ^e ligne, remplacer « contribuera » par « contribue »	Voir amendement n°9
27	58	A la 1 ^{ère} ligne : remplacer « fera » par « fait »	Voir amendement n°9



28	66	Au 2 ^e paragraphe, 1 ^{ère} ligne : remplacer « subordonnera » par « subordonne »	Voir amendement n°9
29	71	Au dernier paragraphe, supprimer « les articles 194 à 196 »	La numérotation peut changer avec la révision du code foncier
30	72	Au 2 ^e paragraphe, 2 ^e ligne : remplacer « subordonnera » par « subordonne »	Voir amendement n°9
31	87	Au dernier paragraphe, remplacer « sera » par « est » et ajouter après « ordonnance » « du Ministre ayant la navigation lacustre dans ses attributions »	Voir amendements n°9 et 15
32	93	A la 1 ^{ère} ligne : supprimer « : » et poursuivre la phrase par une minuscule	Correction de forme
33	95	A la 1 ^{ère} ligne : remplacer « sera » par « est »	Voir amendement n°9
34	96	Au 1 ^{er} paragraphe : ajouter après « ordonnance » « du Ministre ayant la navigation lacustre dans ses attributions »	Voir amendement n°15
35	97	A la 1 ^{ère} ligne : remplacer « prévoiront » par « prévoient » et « apparaîtra » par « apparaît »	Voir amendement n°9
36	98	Au 2 ^e paragraphe : ajouter après « ordonnance » « du Ministre ayant la navigation lacustre dans ses attributions »	Voir amendement n°15



37	101	Au 1 ^{er} paragraphe, 2 ^e ligne, ajouter « Lacustre » après « Navigation »	Pour être précis
38	103	A la 2 ^e ligne : ajouter après « ordonnance » « du Ministre ayant la navigation lacustre dans ses attributions »	Voir amendement n°15
39	107	<ul style="list-style-type: none"> - A la 1^{ère} ligne : ajouter, après « ordonnance » « du Ministre ayant la navigation lacustre dans ses attributions » et remplacer « précisera » par « précise » - Au 2^e paragraphe, 1^{ère} ligne : remplacer « devront » par « doivent » - Au dernier paragraphe, 3^e ligne, ajouter « Lacustre » après « Navigation » 	<p>Voir amendements n°15 et 9</p> <p>Voir amendement n°9</p> <p>Pour être précis</p>
40	108	A la 4 ^e ligne : remplacer « seront » par « sont »	Voir amendement n°9
41	111	Au 2 ^e paragraphe, 2 ^e ligne : remplacer « sera porté » par « est porté »	Voir amendement n°9
42	112	A la 3 ^e ligne : remplacer « n'aura » par « n'a »	Voir amendement n°9
43	115	A la 1 ^{ère} ligne : remplacer « devront » par « doivent »	Voir amendement n°9
44	120	Aux 2 ^e et 3 ^e lignes : remplacer « devra » par « doit »	Voir amendement n°9



45	121	<ul style="list-style-type: none"> - Au 1^{er} paragraphe, 2^{ème} ligne, supprimer « e » sur « mise » - Au 2^e paragraphe, 2^e ligne, supprimer le bout de phrase « sur désignation de cette dernière » - Au 2^e paragraphe, 3^e ligne, mettre « Adjoint » après « Inspecteur » 	<p>Correction de forme</p> <p>Correction de forme</p> <p>Correction de forme</p>
46	122	<ul style="list-style-type: none"> - Au 1^{er} point, remplacer « si il estime » par « si la commission constate » - Au 2^e point, remplacer « qu'il juge » par « que la commission juge » - Au 3^e point, remplacer « si elle estime » par « si la commission constate » 	L'Inspecteur National Lacustre se réfère aux conclusions de la commission
47	126	<ul style="list-style-type: none"> - A la 1^{ère} ligne : remplacer « sera » par « est » - Au 2^e paragraphe, 1^{ère} ligne : remplacer « seront » par « est » - Au dernier paragraphe, 1^{ère} ligne : remplacer « sera » par « est » 	<p>Voir amendement n°9</p> <p>Voir amendement n°9</p> <p>Voir amendement n°9</p>
48	130	A la dernière ligne : remplacer « assureront » par « assurent »	Voir amendement n°9
49	133	Au 4 ^e paragraphe, 1 ^{ère} ligne : remplacer « sera » par « est »	Voir amendement n°9
50	138	A la 2 ^e ligne : remplacer « sera » par « est »	Voir amendement n°9



51	144	<ul style="list-style-type: none"> - Au 1^{er} paragraphe, 3^e et 5^e lignes : remplacer « seront » par « sont » et « sera » par « est » - Au 2^e paragraphe, 1^{ère} et 3^e lignes : remplacer « sera » par « est » et « restera » par « reste » 	<p>Voir amendement n°9</p> <p>Voir amendement n°9</p>
52	147	A la 1 ^{ère} ligne : remplacer « sera » par « est »	Voir amendement n°9
53	149	A la 3 ^e ligne : remplacer « pourra » par « peut »	Voir amendement n°9
54	155	Au dernier paragraphe : remplacer « devra » par « doit »	Voir amendement n°9
55	156	A la 1 ^{ère} ligne : remplacer « pourront » par « peut »	Voir amendement n°9
56	157	A la 1 ^{ère} ligne : remplacer « entraînera » par « entraîne »	Voir amendement n°9
57	179	Au dernier paragraphe, 1 ^{ère} ligne : remplacer « pourra » par « peut »	Voir amendement n°9
58	180	Remplacer « alinéa 4 ci-dessus » par « au point 4 du premier alinéa ci-dessus »	Correction de forme
59	181	A la 2 ^e ligne : remplacer « alinéa 4 ci-dessus » par « du point 4 de l'alinéa 1 ^{er} ci-dessus »	Correction de forme
60	185	Au 2 ^e paragraphe, 1 ^{ère} ligne, remplacer « prendra » par « prend »	Voir amendement n°9



61	187	<ul style="list-style-type: none"> - Au 2^e paragraphe, 1^{ère} ligne, supprimer le bout de phrase « il peut être stipulé » - A la 2^e ligne du même paragraphe, remplacer « couvrira » par « couvre » 	<p>Pour être précis</p> <p>Voir amendement n°9</p>
62	189	A la dernière ligne : remplacer « du » par « dû »	Correction de forme
63	191	Au dernier paragraphe, 1 ^{ère} ligne : remplacer « pourra » par « peut »	Voir amendement n°9
64	203	<ul style="list-style-type: none"> - Au 2^e paragraphe, 1^{ère} ligne : remplacer « devra » par « doit » - Au 3^e paragraphe : remplacer « sera » par « est » - Au dernier paragraphe, 2^e ligne : remplacer « sera » par « est » - Au même paragraphe, ajouter après « ordonnance » « conjointe des Ministres ayant respectivement les finances et les transports dans leurs attributions » 	<p>Voir amendement n°9</p> <p>Voir amendement n°9</p> <p>Voir amendement n°9</p> <p>Voir amendement n°15</p>
65	205	A la 2 ^e ligne : remplacer « précisera » par « précise »	Voir amendement n°9
66	210	A la dernière ligne : mettre « e » sur « présent »	Correction de forme
67	211	A la 4 ^e ligne : remplacer « seront » par « sont »	Voir amendement n°9



68	213	aux 2 ^e et 5 ^e lignes : remplacer « seront » par « sont » et « pourra » par « peut »	Voir amendement n°9
69	219	A la 1 ^{ère} ligne : remplacer « devra » par « doit »	Voir amendement n°9
70	220	<ul style="list-style-type: none"> - A la 1^{ère} ligne, 1^{er} paragraphe : remplacer « devra » par « doit » - Au 2^e paragraphe, 2^e ligne : remplacer « pourra » par « peut » 	Voir amendement n°9 Voir amendements n°9
71	222	<ul style="list-style-type: none"> - Au 1^{er} paragraphe, 2^e ligne, remplacer « devra » par « doit » - Au 2^e paragraphe, 2^e ligne : remplacer « pourront » par « peut » 	Voir amendements n° 9 Voir amendement n°9
72	226	Aux 5 ^e et 7 ^e lignes : remplacer « comporteront » et « recevront » par « comportent » et « reçoivent »	Voir amendement n°9
73	228	A la 2 ^e ligne : remplacer « devront » par « doivent »	Voir amendement n°9
74	229	A la 3 ^e ligne : remplacer « devra » par « doit »	Voir amendement n°9
75	230	A la 2 ^e ligne : remplacer « précisera » par « précise »	Voir amendement n°9



76	242	<ul style="list-style-type: none"> - Au 1^{er} paragraphe : ajouter après « ordonnance » « du Ministre ayant la navigation lacustre dans ses attributions » - Au 2^e paragraphe, 1^{ère} ligne : remplacer « seront » par « sont » 	<p>Voir amendement n°15</p> <p>Voir amendement n°9</p>
77	251	Aux 4 ^e et dernière lignes : remplacer « seront » et « devra » par « sont » et « doit »	Voir amendement n°9
78	254	Au 2 ^e paragraphe, 2 ^e ligne : remplacer « pourront » par « peuvent »	Voir amendement n°9
79	261	Au 2 ^e paragraphe, 1 ^{ère} ligne : remplacer « seront » par « sont »	Voir amendement n°9
80	266	Aux 1 ^{er} et 2 ^e tirets : remplacer « restera » par « reste », « seront » par « sont » et « fera » par « fait »	Voir amendement n°9
81	267	Aux 2 ^e et 3 ^e paragraphes, avant-dernière lignes : remplacer « sera » par « est »	Voir amendement n°9
82	271	<ul style="list-style-type: none"> - A la 1^{ère} ligne : remplacer « sera » par « est » - Au dernier tiret : mettre « e » sur « majeure » 	<p>Voir amendement n°9</p> <p>Correction de forme</p>
83	276	Aux 2 ^e , 3 ^e , 5 ^e et 6 lignes : remplacer « pourra », « donnera », « pourra » et « aura » par « peut », « donne », « peut » et « a »	Voir amendement n°9



84	281	Au 2 ^e paragraphe : remplacer « seront » par « sont »	Voir amendement n°9
85	283	A la 1 ^{ère} ligne : remplacer « seront » par « sont »	Voir amendement n°9
86	292	A la 1 ^{ère} ligne : remplacer « sera » par « est »	Voir amendement n°9
87	298	A la 2 ^e ligne, remplacer le bout de phrase « que si le demandeur prouve que l'incendie résulte d'une faute ou négligence du transporteur... » par « que s'il est prouvé que l'incendie résulte d'une faute ou négligence de sa part ... »	Meilleure formulation
88	310	A la 1 ^{ère} ligne : remplacer « devra » par « doit »	Voir amendements n°9
89	311	A la 1 ^{ère} ligne : remplacer « devra » par « doit »	Voir amendements n°9
90	313	Au 2 ^e paragraphe, 1 ^{ère} ligne : remplacer « seront » par « sont »	Voir amendements n°9
91	314	<ul style="list-style-type: none"> - A la 4^e ligne : remplacer « seront » par « sont » - A l'avant-dernière ligne : ajouter, après « ordonnance » « conjointe des Ministres ayant les finances et les transports dans leurs attributions » 	Voir amendements n°9 Voir amendement n°15



92	320	Remplacer « Ministre des Finances » par « Ministre ayant les finances dans ses attributions »	Harmoniser avec les articles précédents
93	328	A la 2 ^e ligne : remplacer « sera » par « est »	Voir amendements n°9
94	329	<ul style="list-style-type: none"> - Aux 2^e, 3^e et 4^e lignes : remplacer « sera » par « est » et « seront » par « sont » - A la dernière ligne : écrire ministère avec une majuscule 	Voir amendements n°9 Correction de forme
95	331	Aux 1 ^{er} et 2 ^e paragraphes : remplacer « Ministre des Finances » par « Ministre ayant les finances dans ses attributions »	Harmoniser avec les articles précédents
96	342	A la 3 ^e ligne : remplacer « seront » par « sont »	Voir amendement n°9
97	351	Au 2 ^e paragraphe, 1 ^{ère} ligne : remplacer « précisera » par « précise »	Voir amendement n°9
98	355	A la 1 ^{ère} et 4 ^e lignes : remplacer « fixera » par « fixe » et « sera » par « est »	Voir amendement n°9
99	357	A la dernière ligne : ajouter après « homologation » « des Ministres ayant respectivement les finances et le commerce dans leurs attributions »	Voir amendement n°15



100	359	A la 2 ^e ligne : remplacer « pourra » par « peut »	Voir amendement n°9
101	361	- Aux 3 ^e et 8 ^e lignes : remplacer « devra » par « doit » et « sera » par « est »	Voir amendement n°9
102	363	A l'avant- dernière ligne : remplacer « suffira » par « suffit »	Voir amendement n°9
103	366	Aux 2 ^e , 3 ^e et 6 ^e lignes : remplacer « devront », « consultera » et « seront » par « doit », « consulte » et « sont »	Voir amendement n°9
104	367	- Au 1 ^{er} paragraphe, 2 ^{ème} ligne, remplacer « établiront » par « établissent » - Au 2 ^e paragraphe, remplacer « définira » par « définit »	Voir amendement n°9
105	368	Aux 1 ^{ère} et 4 ^e lignes : remplacer « pourra » par « peut »	Voir amendement n°9
106	369	Aux 1 ^{ère} , 2 ^e et 5 ^e lignes : remplacer « seront » et « sera » par « sont » et « est »	Voir amendement n°9
107	370	- A la 1 ^{ère} flèche : remplacer « tous officiers » par « tout officier » - Supprimer la 2 ^e flèche - A la 4 ^{ème} flèche, remplacer « les officiers » par « tout officier » - Au 2 ^e paragraphe, 2 ^e point, 3 ^e ligne, remplacer « du	Correction de forme Correction de forme Correction de forme L'Environnement et les Pêches relèvent de



		Ministère ayant l'Environnement et la Pêche dans ses attributions » par « des Ministères ayant l'Environnement et la Pêche dans leurs attributions »	Ministères différents
108	371	A la dernière ligne : remplacer « saisira » par « saisit » et « si elle estime » par « si il est constaté »	Voir amendement n°9 et pour meilleure formulation
109	372	A la 3 ^e ligne : remplacer « seront » par « sont »	Voir amendement n°9
110	373	A la 1 ^{ère} ligne : remplacer « sera » par « est »	Voir amendement n°9
111	374	<ul style="list-style-type: none"> - A la 2^{ème} ligne, remplacer « seront » par « sont » - Supprimer « s » sur « cent » 	Voir amendement n°9 Correction de forme
112	375	<ul style="list-style-type: none"> - A la 2^e ligne : remplacer « seront » par « sont » et ajouter un « e » à « majeure » - Au 2^e paragraphe, 1^{ère} ligne : remplacer « entraînera » par « entraîne » 	Voir amendement n°9 et correction de forme Voir amendement n°9
113	376	A la 1 ^{ère} ligne, remplacer « seront » par « sont »	Voir amendement n°9
114	A la fin du projet	<ul style="list-style-type: none"> - Supprimer « le Président de la République » - Mettre « Par le Président de la République » et « Vu et scellé du Sceau de la République » 	Formule habituelle



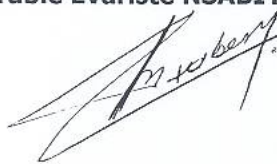
V. CONCLUSION

Après analyse du Projet de Loi Portant Code de la Navigation et du Transport Lacustres, les membres de la Commission des Finances, des Affaires Economiques et de la Planification recommandent à l'Auguste Assemblée d'adopter à l'unanimité ledit projet de loi moyennant les amendements proposés.

Fait à Bujumbura, le 16/04/2010

Pour la Commission

Honorable Evariste NSABIYUMVA, Président

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'E. Nsabyumva', is written over the printed name of the President of the Commission.